

DIPLOMATES ALGÉRIENS OTAGES AU MALI

Le flou total

Libérés ou toujours détenus par leurs ravisseurs ? Telle a été la question qui a sonné l'alerte hier, jusqu'en fin d'après-midi, au niveau des rédactions. Dans la journée, des informations ont fait état de leur libération. Des informations que les autorités n'ont, cependant, ni confirmées ni infirmées.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - A la mi-journée, l'envoyée spéciale du journal *El Watan* au Mali envoie un câble à sa rédaction sur la libération des diplomates algériens. L'information est balancée sur le site du journal.

Un peu plus tard, le journal électronique DNA confirme l'information auprès de Moussa Ag Acharatoumane, chargé des droits de l'Homme au Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

«Nos contacts sur place dans cette ville nous ont confirmé que les diplomates algériens ont été libérés sains et saufs ce dimanche par leurs ravisseurs», a confié Ag Acharatoumane, précisant que les otages ont été ramenés au consulat d'Algérie à Gao.

Moussa Ag Acharatoumane a souligné également que le MNLA a pris part aux négociations qui ont permis la libération des diplomates algériens qui ont fait l'objet d'un rapt jeudi dernier et conduits à une destination inconnue, où ils étaient maintenus otages.

Le rapt et la prise d'otages n'ont été revendiqués que le dimanche matin. C'est le Mouvement unicité du djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), une dissidence d'Aqmi, qui a revendiqué, dans un court message transmis à l'AFP, l'enlèvement du consul d'Algérie et de ses six collaborateurs.

Rappelons que ce groupe terroriste s'est déjà signalé en octobre 2011 par l'enlèvement de trois ressortissants européens, deux Espagnols et une Italienne,



Moussa Ag Acharatoumane confirme la libération des otages.

dans les camps des réfugiés sahraouis à Tindouf. Il est également l'auteur de l'attentat kamikaze qui a ciblé une brigade de la gendarmerie à Tamanrasset.

Avant que le Mujao ne souligne sa responsabilité dans cet

enlèvement, le soupçon avait pesé sur l'Aqmi, voire encore Ansar Eddine, deux autres organisations islamistes radicales qui s'étaient greffées à la rébellion touarègue dans le nord du Mali sous la bannière du MNLA.

Cela étant, on ne sait pas, du moins jusqu'à hier, de quelle manière s'est opérée la libération des diplomates algériens, si libération il y a eu effectivement.

A en croire le chargé des droits de l'Homme au MNLA, la libération serait le fruit de négociations. Moussa Ag Acharatoumane a soutenu, en effet, que le MNLA a participé aux négociations. Ce qui suppose qu'il y aurait d'autres parties impliquées, outre évidemment les ravisseurs. Samedi, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a, dans une déclaration à l'APS, affirmé que «nous n'avons toujours pas enregistré, jusqu'à présent, de revendications de l'enlèvement de nos diplomates à Gao». Il a également souligné que «la cellule de crise que nous avons mise en place suit en permanence les développements liés à cette affaire, dont le traitement impose, comme vous le savez, beaucoup de discrétion».

S. A. I.

FLN : ALORS QUE GOUDJIL ANNONCE UNE «TRÊVE»

Réunion du comité central sans Belkhadem

Les choses se compliquent pour le Front de libération nationale à moins d'une semaine du lancement officiel de la campagne électorale. Les contestataires de l'actuel secrétaire général passent carrément à l'offensive et se donnent rendez-vous, aujourd'hui même lundi, à partir de 10h au siège du parti à Hydra, pour proclamer le retrait de confiance à Abdelaziz Belkhadem.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ces contestataires qui revendiquent plus des deux tiers des membres du comité central du parti comptent donc se retrouver au siège central du parti non pas pour une session en bonne et due forme, mais pour annoncer publiquement, via une déclaration, leur décision consistant en un retrait de confiance pur et simple au SG.

«Nous l'avons officiellement saisi aujourd'hui (dimanche, Ndlr) pour qu'il convoque une session extraordinaire du comité central. Mais lui, en guise de réponse, il a préféré réunir le bureau politique alors même que le quorum n'était pas atteint et envoyer une correspondance aux mouhafedhs dans laquelle, s'appuyant sur l'article 42 des statuts, il leur dira qu'il était le seul habilité à convoquer toute session du CC», nous confie un des initiateurs

de ce mouvement de protestation. «Face à ce refus, nous avons donc décidé de tenir cette session même sans lui, car nous estimons que nous avons le quorum nécessaire requis pour le faire.» Bien sûr, les choses ne sont pas si simples que cela, car le SG a, également, son mot à dire. En l'espèce, il dispose d'un délai de dix jours une fois saisi par les deux tiers des membres du CC pour leur répondre. Passé ce délai, les mêmes membres sont habilités à convoquer eux-mêmes ladite session. Mais dans tout cela, le problème dépasse l'aspect strictement statutaire. C'est tout un problème moral et politique qui touche directement la légitimité du secrétaire général et de la direction du parti, qui s'apprête en plus à se lancer dans une bataille électorale féroce et décisive.

Même si Belkhadem est maintenu pour conduire le FLN lors des législatives comme cela est, semble-t-il «envisagé» en haut lieu, le risque est, par contre, réel pour le parti. La contestation est telle en effet, que dans bien des wilayas, la base peut mener contre-campagne ! Même le bureau politique n'est d'ailleurs pas épargné par les fissures.

Hier dimanche, Belkhadem n'a pu réunir que sept sur les seize membres que compte le BP. Huit membres, dont le président de l'APN, Abdelaziz Ziari, n'y ont pas assisté.

Et parmi les présents, le président de la Commission des affaires étrangères, Abdelhamid Si Affif, n'y est allé que pour dire «ses quatre vérités» à Belkhadem et au ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia. «C'est ce bonhomme-là qui a tout fait, mais sache bien qu'il te mène en bateau ! Il le fait pour préparer 2014 non pas pour toi comme tu le crois mais pour celui dont il était directeur de campagne en 1999 !» dira sèchement Si Affif à Belkhadem qu'il accuse en outre d'avoir menti à tous les membres du BP.

«Maintenant, tu dois convoquer une session du comité central, nous rendre des comptes et partir.» Dans une telle ambiance, mener campagne relèvera presque de l'exploit. D'ailleurs, le bureau d'études sud-africain Alliance African Holding, que Belkhadem avait fait venir depuis février dernier pour l'assister durant la campagne électorale, aurait tout simplement décidé de rompre son contrat, selon une source proche du parti. Il faut dire aussi que la situation est telle que même le coordinateur national du Mouvement de redressement, Salah Goudjil, a surpris, hier dans l'après-midi par un communiqué où il écrit, notamment, «pour éviter un échec probable aux législatives du 10 mai 2012, et permettre à notre parti de se maintenir en tant que force politique majeure, nous estimons qu'il faut prendre, temporairement, du recul à tout cela et faire un diagnostic juste. J'appelle donc (les gens) à se ressaisir et à se rassembler pour contenir ces divisions et donc à rassembler les rangs dans un esprit responsable». La trêve décrétée par Goudjil suffira-t-elle ?

K. A.

PROCÈS DE L'AFFAIRE ACHOUR ABDERRAHMANE-BNA

La défense promet des «révélation fracassantes»

L'audition des mis en cause dans le procès de l'affaire Achour Abderrahmane-BNA s'est poursuivie hier pour la seconde semaine. Ce dimanche, le président du tribunal criminel a entamé l'audition du troisième groupe qui compte notamment les beaux-frères de Achour Abderrahmane, ses amis et le directeur régional de la BNA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le fait marquant de ce sixième jour du procès demeure l'audition de l'ex-directeur régional de la BNA. Ce dernier a rejeté lors de son passage à la barre toutes les accusations contenues à son encontre, dont «la particularité de la relation qui le lie à Achour Abderrahmane».

M. Dahmani dira à ce propos : «J'ai exercé ma responsabilité de banquier dans le respect des procédures mises en place.»

Or, la particularité de l'audition de Dahmani réside dans l'entrée en matière de la défense de Achour qui a voulu saisir l'opportunité du passage à la barre de l'ex-directeur régional de la BNA pour «relever certaines anomalies dans le dossier». Il s'agit, notamment, de l'encaissement, voire de la validation de près de 250 chèques au

nom de Achour Abderrahmane, alors que celui-ci se trouve à l'étranger, plus exactement au Maroc.

«La question posée par la défense à M. Dahmani a été rejetée par le président du tribunal criminel qui a considéré qu'il s'agissait là d'une plaidoirie». Cela étant, l'audition du second groupe des mis en cause dénote l'allure que prend le procès en attendant l'entrée en scène du principal mis en cause dans cette affaire, en l'occurrence Achour Abderrahmane. L'audition de ce dernier est attendue à la fin de la semaine.

Les avocats de la défense que nous avons rencontrés ce dimanche promettent de faire des révélations. Ils considèrent que le travail accompli par le juge instructeur était «incomplet et beaucoup de zones d'ombre n'ont pas été élucidées».

«Le juge s'est limité uniquement aux traites et chèques de cavalerie, laissant de côté tout ce qui pourrait impliquer des personnalités de l'Etat. Il n'a pas approfondi l'enquête sur l'origine des fonds d'Achour, de ses proches, famille et associés, du fait qu'ils ont été amassés durant les années 1999-2005, au cours desquelles Achour a commencé ses transactions», indique-t-on.

D'un autre côté, certains observateurs s'accordent à dire que l'instruction n'a également pas abordé le volet des «crédits complaisants ayant été accordés à Achour Abderrahmane, par la BNA, avec des garanties largement insuffisantes». A titre

d'exemple, on indique que «le 18 août 2001, Achour a présenté un bien immobilier d'une valeur de 1 million de dinars et la banque lui a accordé un montant de... 650 millions de dinars.

Entre 2000 et 2005, Achour a bénéficié d'au moins une vingtaine de prêts d'une valeur de 650 millions de dinars chacun, sur la base de garanties souvent surévaluées et ne couvrant même pas le dixième du crédit. Ce qui prouve que quelque part, certaines parties font en sorte que la vérité sur le dossier Achour Abderrahmane ne soit pas connue».

A. B.

UGTA

L'état-major en conclave

L'Etat-major de l'UGTA, soit les secrétaires généraux des fédérations et des unions de wilaya, se réuniront aujourd'hui sous la présidence du secrétaire général Abdelmadjid Sidi-Saïd. La réunion qui se tiendra à l'hôtel Safir à Alger aura pour principal ordre du jour le «débat sur la question organique de l'UGTA, la préparation des festivités du 1^{er} Mai et la question politique à travers la mobilisation de l'UGTA pour les élections du 10 mai».

A. B.